

sorte que la politique nous impose des sacrifices personnels?

J'ai fait l'éloge du crédit, parce qu'il a une importance vitale, surtout pour la Nouvelle-Ecosse. L'un des plus grands soucis que j'éprouve dans les affaires vient du nombre de parents et de jeunes gens qui viennent me demander un emploi. Les jeunes gens disent: "Ne pouvez-vous pas nous procurer du travail? Peu importe la rémunération." Les parents me disent: "Apprenez à nos fils à acquérir le don de s'affirmer, de l'idéal et un but dans la vie. Si vous les lancez dans la bonne voie, vous rendrez un grand service à eux comme à nous, parce qu'ils ne pourront de la sorte faire des bêtises, qu'ils deviendront de véritables artisans et ne seront pas à la charge de l'Etat".

Le problème est particulièrement aigu en Nouvelle-Ecosse. Pendant des années, nos jeunes gens à l'esprit entreprenant s'en allaient vers l'Ouest canadien ou les Etats-Unis. Chaque printemps recommandait l'exode de nos jeunes. L'Ouest ne leur dit rien aujourd'hui, et les Etats-Unis ne les admettraient pas. Ils restent donc dans la province. La nécessité se pose à l'Etat d'envisager ce problème qui est devenu très aigu.

Le départ d'un si grand nombre de jeunes gens de la Nouvelle-Ecosse, tout déplorable qu'il fût, a amélioré la situation de ceux qui sont restés, car le chômage n'était pas très considérable chez nous à cette époque. Mais il en est résulté que les Provinces maritimes retardent, commercialement, sur le reste du Canada. La plupart des jeunes gens qui y sont restés ont embrassé les carrières intellectuelles; un trop petit nombre se sont appliqués au développement matériel du pays. Nous avons produit des instituteurs, des avocats et des membres d'autres professions libérales, mais nous avons négligé notre progrès industriel. A mon sens, la solution de ce problème s'impose dans les Provinces maritimes. Nous n'avons pas à craindre que nos jeunes gens nous quittent; il faut bien qu'ils restent où ils sont, car ils ne peuvent aller ailleurs. Si nous pouvions effectivement enrôler dans la vie sociale et commerciale des Provinces maritimes les jeunes gens que nous avons chez nous aujourd'hui, la crise actuelle ferait place à une ère d'activité que, plus tard, en regardant en arrière, nous pourrions peut-être considérer comme ayant sauvé notre situation dans la confédération canadienne.

Il faut envisager la question pratiquement. Prenons pas exemple, la proposition d'établir la semaine de cinq jours. Pour la réaliser, il est indispensable qu'il y ait assez d'ouvriers spécialisés pour que la main-d'œuvre experte ne fasse pas défaut. Sans un régime d'apprentissage,

la semaine de cinq jours sera détrimentaire à l'industrie, car il faudra se contenter d'une main-d'œuvre incompétente, avec laquelle il est impossible, de nos jours, de fabriquer bien et à bon compte. Nous devrions donc collaborer avec l'industrie en vue d'établir un régime d'apprentissage propre à préparer nos jeunes gens, selon un plan bien ordonné, à remplir des emplois auxquels ils sont particulièrement aptes.

Il y aurait lieu, à mon avis, d'inviter l'industrie à partager le fardeau. Le ministre du Travail pourrait à bon droit dire à nos industriels que, vu la gravité du problème de la jeunesse, il leur faudra absorber un certain nombre de jeunes chômeurs et les former. Quand bien même, leur apprentissage terminé, ils ne trouveraient pas d'emploi immédiatement, ils auraient appris un métier, ils auraient appris à s'affirmer, ils auraient un objectif, ils seraient en mesure de rendre d'utiles services quand l'activité industrielle aurait repris. Aujourd'hui, en Nouvelle-Ecosse, quand on a besoin d'un homme pour accomplir un certain travail, il ne s'agit pas de trouver un homme qui a besoin d'un emploi, mais d'en trouver un dont la formation générale a été de nature à le rendre capable au point de vue technique d'exécuter convenablement la tâche qu'on veut lui confier. Le ministre devrait donc inviter l'industrie à collaborer à l'établissement d'un régime d'apprentissage, subventionné s'il le faut. L'assemblée législative de la Nouvelle-Ecosse a adopté cette année une loi relative à l'apprentissage. Je ne l'ai pas lue, mais on m'informe qu'elle vise à assurer l'adoption dans l'industrie, suivant un plan ordonné, d'un certain nombre de nos jeunes gens.

Le malheur, c'est que tant de jeunes gens recherchent le soi-disant travail de bureau. Ils ne veulent pas commencer au bas de l'échelle. D'après mon expérience, l'homme qui commence au bas de l'échelle sans aspirer au travail de bureau est celui qui finit par réussir. Dans ma petite ville, les capitaines d'industrie sont des hommes partis du dernier échelon et qui se sont formés au fur et à mesure et c'est grâce à leur persévérance, à leur savoir-faire inné et à leur travail qu'ils ont réussi. Le sentimentalisme ne sauvera pas la jeunesse du pays. Le dur labeur et l'application sont essentiels. Le problème le plus sérieux qui se pose pour le père et la mère de famille est de savoir comment préparer leurs garçons, lorsqu'ils atteindront l'âge de travailler, à prendre leur rang dans la vie sociale et industrielle du pays. N'oublions pas le vieil adage:

Train up a child in the way he should go; and
When he is old, he will not depart from it.

[M. Kinley.]